

Même pour le climat, le capitalisme nous mène à la catastrophe !

Des dizaines de milliers de personnes ont participé ce week-end à des « marches pour le climat ». Ces manifestations font suite à la publication d'un rapport alarmant des experts climat de l'ONU. D'après ceux-ci, si le réchauffement climatique se poursuit au rythme actuel, les conséquences peuvent devenir irréversibles d'ici une vingtaine d'années : cyclones plus violents et pluies extrêmes dans certaines régions du monde, vagues de chaleur et incendies dans d'autres, disparition de nombreuses espèces animales, sécurité alimentaire et santé des populations humaines menacées.

Limiter le réchauffement climatique serait possible : « *Les lois de la physique et de la chimie le permettent* », déclarait récemment l'un des auteurs de ce rapport. Mais les lois qui régissent l'organisation de la société sont celles du capitalisme, fondées sur la course au profit, la concurrence entre les patrons et les affrontements entre les États à leur service. Et tant qu'il en sera ainsi, aucune mesure susceptible d'empêcher la catastrophe climatique annoncée ne sera possible.

Des conférences réunissant les dirigeants du monde entier se tiennent régulièrement. Mais aucune de ces grandes messes médiatiques n'a jamais débouché sur la moindre mesure un tant soit peu contraignante. Fort de la toute-puissance des États-Unis, Trump revendique cyniquement le droit de polluer pour l'industrie américaine. Il ne fait que souligner brutalement quelles sont les relations dans le monde capitaliste, basées exclusivement sur les rapports de force, où chaque État se montre avant tout préoccupé de défendre les intérêts de ses multinationales.

Les chefs d'État, quelle que soit leur bonne ou mauvaise volonté supposée, sont tout aussi impuissants à résoudre le problème climatique qu'à faire face à la crise de leur économie. Même quand, soumis à la pression des opinions publiques, ils n'ont que l'écologie ou la défense de l'environnement à la bouche, leur action se limite à organiser des campagnes pour lutter contre le gaspillage, pour réduire l'usage du plastique et la place de la voiture...

Le plus souvent, quand des mesures sont prises, elles consistent à faire payer le consommateur au nom

de la lutte contre la pollution. Ainsi, c'est au nom de la « lutte contre le diesel » que Macron et son gouvernement ont décidé d'augmenter les taxes sur les carburants. Les automobilistes, en particulier les millions de travailleurs qui n'ont pas d'autre choix pour se déplacer que de prendre leur véhicule, vont payer alors que ce sont les constructeurs automobiles qui ont développé le diesel, sans se soucier des conséquences pour l'environnement et la santé.

Dans la mesure où les préoccupations écologiques des consommateurs peuvent faire naître de nouveaux marchés, les capitalistes sont prêts à développer des technologies présentées comme respectueuses de l'environnement, à multiplier les labels verts et à vendre des produits prétendument bios... Mais la promesse de gain et d'enrichissement est le seul critère qui détermine leur choix. On l'a vu avec le scandale de l'amiante, utilisée à grande échelle alors qu'on savait que c'était un poison mortel, et qui fait encore chaque année 100 000 morts dans le monde. Dans leur course au profit, les capitalistes n'hésitent pas à saccager la nature, en se moquant autant des pollutions qu'ils provoquent que des conditions de travail des salariés qu'ils exploitent.

Pour être efficace, pour agir sur le climat qui ne connaît pas de frontières nationales, il faudrait planifier à l'échelle planétaire l'utilisation des ressources naturelles et la gestion des déchets en s'appuyant sur une volonté collective de défendre le sort de la planète et de l'humanité tout entière. Une telle organisation est totalement impossible dans le cadre du capitalisme fondé sur la propriété privée des grands moyens de production, la recherche du profit individuel et les lois du marché. Renverser ce système anarchique et incontrôlable est une nécessité pour permettre à l'humanité de maîtriser son destin et celui de la planète.

Les travailleurs n'ont aucun intérêt au maintien de ce système fondé sur l'exploitation. Placés au cœur de la production, ils sont les seuls à pouvoir mettre fin à la domination de la bourgeoisie et à réorganiser l'économie sur des bases collectives de façon à satisfaire les besoins de la majorité tout en préservant l'environnement. Plus que jamais, l'avenir de l'humanité en dépend.

Collecte pour financer la parution du bulletin Lutte ouvrière

Demain, mercredi 17 octobre, nous ferons une collecte afin de financer la parution du tract Lutte ouvrière PSA Trémery.

Si vous appréciez sa pertinence et son impertinence, versez à la collecte !

On n'a pas 4 bras !

Au DV, chaque semaine, la montée en cadence de 50 moteurs par jour annoncée par la direction reste complètement théorique.

Tout ce qu'elle arrive à obtenir, c'est que même les plus acharnés se disent qu'on fait ce qu'on peut.

C'est à la direction de mettre les moyens suffisants pour produire les moteurs.

Hue !

Au Montage DV, quelques RU s'excitent encore quand il y a un arrêt.

Certains se sont donnés en spectacle au kitting, en poussant les AGV à la main. C'est lourd !

Il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs !

Il faut prendre son temps.

L'équipe B du Montage DW a chômé vendredi après-midi.

Les week-ends prolongés, on est pour, évidemment. Mais ils pourraient nous prévenir avant le matin même.

Le problème, c'est le capitalisme

À un journaliste qui demandait à Tavares s'il comptait réduire la précarité et embaucher, le PDG a répondu : « *ce n'est pas à nous de régler les problèmes du pays* ».

Facile ! Mais qui ferme les usines, supprime des emplois et crée la précarité ? Les capitalistes.

Finalement, c'est eux le problème... et pas seulement du pays mais de la planète entière.

PSA : Pas Sans Argent

« *Notre rentabilité nous permet de financer notre avenir* » affirme fièrement Tavares au journal patronal *Les Échos*.

L'avenir a bon dos. Ce sont surtout les actionnaires qui sont « *financés* » et la direction compacte les usines et supprime des ateliers.

Mais puisqu'il y a des sous deux choses doivent être « *financées* » : augmentations de salaires et embauches !

Il aime bien parler de lui

Dans une interview au journal *Le Monde*, Carlos Tavares a dit : « *chez PSA, nous sommes des psychopathes de la performance* ».

Selon Wikipédia, le psychopathe est quelqu'un qui a un trouble de la personnalité et un comportement antisocial.

On voit que Carlos Tavares parle assez justement de lui-même.

Non aux journées à rallonge !

A PSA-Hordain, ex-Sevelnord, le sous-effectif, les pressions et les sanctions ont fait monter un sentiment de ras-le-bol général.

Quand la direction a annoncé 2 heures par jour de formation obligatoire du lundi au jeudi avant ou après le travail, la colère a éclaté.

Le jeudi 4 octobre, le débrayage d'une centaine d'ouvriers du Montage a bloqué la production, et obligé la direction à annoncer l'annulation des formations hors du temps de travail. Un succès qui en appelle d'autres.

Non aux semaines à rallonge !

A PSA-Douvrin, à côté de Valenciennes, le ras-le-bol a éclaté aussi.

Venir un samedi matin en H+ obligatoires, pour se rendre compte qu'il n'y a pas de pièces pour faire tourner le Montage, et devoir faire du 5S, faut le faire !

Face au mécontentement des ouvriers rassemblés, la direction a dû accepter de laisser partir tout le monde à 10h30 en payant la journée entière.

Rien de tel que d'exprimer sa colère pour rendre PSA raisonnable.

Des embauches et vite !

A Borny, les salariés affectés au nouvel atelier consacré à la boîte hybride ne seront plus salariés PSA mais salariés d'une nouvelle entreprise. Ce seront pour l'essentiel des postes de montage et cela risque de coïncider avec la fin de vie de la boîte MA.

Autrement dit, pour avoir des emplois, il faudra imposer à PSA des embauches.